



La Commune



L'Été d'urgence

Ce 5 juillet, pour la seconde fois depuis la mise en route de la réforme du marché du travail, l'exécutif recourt à l'article 49-3 de la constitution de 1958-62 qui permet de faire passer une loi sans vote des députés. 48 heures avant, le chef du PS a annoncé que les universités d'été de son parti seraient décentralisées pour éviter les violences. Le PS va-t-il passer dans la clandestinité ? La droite, elle, se défait en ne déposant pas de motion de censure. Tous aux abris ?



LOI TRAVAIL ET 49.3 : LA DÉMOCRATIE (À NOUVEAU) VICTIME D'ABUS...

valls harcèle au 49-3
www.nawak-illustrations.fr

La loi passe et, en même temps, elle ne passe pas. Sur le plan juridique (qui n'est pas négligeable) elle sera probablement adoptée et promulguée. Mais, politiquement, les conditions d'adoption de cette loi sont pires que le pire des fiascos. Cette loi est frappée du double sceau de l'infamie et de l'illégitimité. Une loi « travail » contre le droit du travail, une loi qui permet aux « entreprises » de se mettre hors-la-loi. Tout a été dit sur cette loi infecte.

La loi passe...et elle ne passe pas

Un ouvrier breton, sans parti et non syndiqué, devant les caméras de France 3, avait bien résumé l'état d'esprit des travailleurs : « *On ne demande pas d'avoir plus, les gens qui sont là, ils se défendent seulement pour pas avoir moins. On leur demande pas des vacances en plus, on leur demande pas des salaires en plus. On leur demande de rester juste au MINIMUM qu'on est.* » (10-06-2016). Au même moment, Valls exhortait les français aux sacrifices. Au même moment, il déchaînait la haine anti-CGT.

Un champ de ruines

Et, comme on pouvait s'y attendre, Valls a, une nouvelle fois, dégainé le 49-3. Et comme l'a fait remarquer le député LR Jacob, l'assemblée nationale n'est plus qu'un champ de ruines. D'une quarantaine de députés au départ, les « frondeurs » sont devenus 130 à l'occasion de la présentation d'un amendement qui ne remettait pas en cause le principe de cette loi. Une simple rayure, une petite égratignure, ou une suture, au plus.

« *Sans débat, la démocratie est un astre mort* » épilogue Taubira, qui s'était murée dans le silence durant ces longues semaines. « *Sur la forme comme sur le fond, la loi travail est un naufrage politique* » se désole Gaëtan de Capele, plume du Figaro. Et cette fois, le gouvernement est sauvé grâce à la droite parlementaire qui s'est refusée à déposer une motion de censure, de peur que, cette fois-ci, les « frondeurs » la votent. Dans cette affaire, toute la classe politique se fait peur. Toute volonté est tétanisée. Valls peut toujours arguer de son « courage » au moment où il fait montre d'une absence totale de sang-froid et de maîtrise de soi. Taclé par Hollande qui lui reproche d'avoir imputé la violence à la *CGT*, sermonné par Rocard (quelques jours avant de passer l'arme à gauche) qui le juge « *loin de l'Histoire* », Valls roule sur la jante, se cramponne encore à une ambition personnelle sans desseins.

« Le spontané est l'embryon du conscient »

Le *PS*, qui détient la majorité absolue à l'Assemblée nationale, est réduit à l'état de serpillière sur laquelle Valls et Hollande nettoient leurs bottes pleines de boue. Le régime de la *V^e* République offre un spectacle de désolation, de déchirements, de lutte de places. Tant « à gauche », qu' « à droite ». La crise du régime vient de connaître, en effet, une nouvelle accélération face au front du refus, qui s'est levé dans ce pays pour porter un coup d'arrêt à la furie réformatrice des « décideurs ». La colère des masses qui pouvait sembler diffuse, éparse, rampante il y a six mois, s'est cristallisée. « *Le spontané est l'embryon du conscient* » notait Lénine en son temps. La colère donne corps rapidement à la volonté de rupture. Ne plus vivre comme avant face à des gouvernements qui déroulent le film du réformisme à l'envers, en attaquant graduellement toutes les conquêtes sociales décisives. Ne plus vivre comme avant, garder ce que l'on a, avoir une existence digne. Telle est la volonté des plus larges masses. Et, celles-ci réalisent, pas à pas, que cette aspiration simple, censée aller de soi, est incompatible avec la politique de ce gouvernement (et de la droite), incompatible avec les diktats, traités et institutions de l'Union européenne et incompatible avec la république du 49-3.

« Face tu gagnes, pile je perds »

De larges couches de salariés comprennent également que les élections présidentielles signifient pour eux : « face tu gagnes, pile je perds ». Mais, en même temps, ces élections pèsent sur la tête de tous les vivants : contre-feu, diversion, récupération, pression sur la tête de chacun, tentatives de culpabilisation, diabolisations et auto-diabolisations diverses, brouillage systématique de la vraie vie, celle que mènent les salariés ; les jeunes, les chômeurs, ceux qui doivent se débrouiller avec le RSA, ceux qui n'ont plus de toit et errent de squat en squat après avoir été jetés de leur logement ou encore, les soignants exténués à leur poste et tant d'autres encore.

Ainsi, au moment même où prenait corps le mouvement général pour le retrait de la loi « travail », Mélenchon, n'y tenant plus, annonçait sa candidature. Puis, il draguait les manifestations pour y trouver des supporters, à la faveur du vide politique abyssal que connaît l'Hexagone.

Mélenchon chasse sur les terres du FN

Reste à savoir ce que cherche Mélenchon. Cet homme est un imposteur-né. Sa « *France insoumise* » étouffe déjà le *PG* sur lequel il s'est hissé. *France insoumise*, une nouvelle marque de lessive ? Ou bien plutôt, une réplique du rassemblement du peuple français du général de Gaulle, fédérant autour de sa personne une foulditude de mécontentements bigarrés, en vue d'un État fort ? Au début, cette *France insoumise* semble rougeoyante et très vite, les choses se gâtent. Car le sieur Mélenchon chasse sur les terres du *FN*, l'air de rien, par touches successives. En instillant peu à peu des doses de chauvinisme, de xénophobie et de racisme crypté. Mélenchon glissant en aparté quelques formules vipérines, du genre « *accueillir les réfugiés n'est pas la solution au problème* ». Mais encore ? Rappelons ce que disait Mélenchon à propos du voile en 2005 : « *Écoutez ! Notre manière de vivre, à nous les Français, c'est qu'on ne met pas de voile à l'école !* ». La manière de vivre de quels français ? Osera-t-il préciser « les français de souche » ? En 2010, Mélenchon revient à la charge : « *En ce moment, on a le sentiment que les gens vont au-devant des stigmatisations : ils se stigmatisent eux-mêmes - car qu'est-ce que porter le voile, si ce n'est s'infliger un stigmate - et se plaignent ensuite de la stigmatisation dont ils se sentent victimes* » ! Mélenchon va vite s'apercevoir que l'on n'attrape pas les mouches avec du vinaigre et que l'on ne rallie pas des électeurs du *FN* en se plaçant sur le même créneau islamophobe et chauvin que Marine Le Pen

Traité de Maastricht et de Lisbonne ...made in France

Mélenchon a d'autres phobies encore et, en particulier, la phobie de l'Allemagne, supposée être à l'origine de tous les méfaits d'une Union européenne qu'il prétend pouvoir, en pure alchimie, changer. Cette germanophobie et avec elle la fiction de « *L'Europe allemande* », Mélenchon, grand pilleur d'idées, l'aura

emprunté au *PCF*. Et, sur cette question, la mise au point du philosophe Denis Collin mérite que l'on s'y arrête :

« *Ce qui me gêne le plus dans l'anti-germanisme de certains, c'est qu'on oublie un peu vite que c'est Mitterrand avec Delors et Bérégovoy qui est l'artisan de Maastricht et de la monnaie unique et que c'est Giscard l'inspirateur du TCE d'où est sorti Lisbonne et ce qui s'ensuit. Bref les grands maux de l'Europe seraient moins importants sans l'entêtement français. L'ennemi ce n'est pas l'Allemagne, ni la perfide Albion.* » (Sur Facebook).

Le PCF et la gauche versaillaise

Au plus, monsieur JLM2017 peut se vanter d'avoir feinté le *PCF* dont il s'est servi de marchepied. Il est vrai que ce marchepied devient inutilisable, à la longue. Les dirigeants du *PCF* ne viennent-ils pas d'être pris en flagrant délit de tractations avec le *PS* pour les élections sénatoriales ? L'appel de la gamelle est plus fort que tout. Les Dartigolles et Laurent vont nous chanter qu'il y a le « clivage gauche-droite ». Un « clivage » qui paraît invisible. Bien sûr, le *PS* et sa belle alliance populaire vont mener campagne sur le thème : « *la droite fera pire que nous* »... en sachant que le *PS* a soutenu un gouvernement qui aura fait pire que ce qu'a fait la droite auparavant. Dans ces conditions, il faudra bien reconnaître que la formule « clivage gauche-droite » est, au bas mot, impressionniste VOIRE confusionniste par les temps qui courent. Les chefs du *PS* ont manifesté clairement leur désir d'union nationale avec une partie des « *républicains* ». De ce « clivage gauche-droite », Valls, Hollande et Cambadélis n'ont quasiment rien laissé : la gauche de l'état d'urgence, la gauche de la haine anti- *CGT*, la gauche du racisme antimusulman, la gauche de la déchéance de nationalité, la gauche de la chasse aux réfugiés. Disons plutôt : la gauche versaillaise !

La « gauche » du PS s'effiloche

Quant à la dite « gauche » du *PS*, elle s'est montrée pusillanime à souhait et elle ne trouve aucun fédérateur. Montebourg ? Lienemann ? Hamon ? La lutte des places, là encore, s'enrage. Aussi, ne soyons pas surpris de voir surgir un outsider, se déclarant plus à gauche encore que la gauche du *PS*, en la personne de l'affable et tremblant Gérard Filoche. Ne rions pas trop vite. Celui-là a su se faire bien voir des dirigeants du *PCF* et croit peut-être devenir leur prochaine carte aux présidentielles ; même si Marie Georges Buffet a déjà opté pour Mélenchon.

Les Républicains, une UMP Explosée

L'affaire ne se présente pas mieux, du côté des « *républicains* ». 13 candidats à la primaire et parmi lesquels certains annoncent que, de toute façon, ils se présenteront. Les Républicains sont la forme prise par l'explosion de l'*UMP*, dernier avatar du parti organique du régime de la V^e république. Rappelons l'histoire : en 1962, l'*UNR* (union pour la nouvelle république) obtient la majorité absolue à l'assemblée nationale, avec le petit groupe des « *républicains indépendants* » de Giscard D'Estaing. L'*UNR* deviendra l'*UDR* (union des démocrates pour la république) en 1968. De Gaulle est battu un an plus tard, lors d'un de ses referendums-plébiscite (équivalents aux « referendums révocatoires » que prône Mélenchon). La victoire de Giscard en 1974 porte un coup à l'*UDR*, imbriquée dans l'appareil d'État. L'*UDR* devient alors le *RPR* autour de Chirac. Mais, en face du *RPR*, se dresse l'*UDF* de Giscard. En 2002, les débris de l'*UDF* sont absorbés dans la nouvelle mouture du *RPR* : l'*UMP*. Seul Bayrou et ses partisans se maintiennent en dehors de ce « grand parti ». En 2012, une partie des « centristes » s'en détachent pour former l'*UDI* et cette même année, après l'élection de Hollande, l'*UMP* est frappé à mort par la guerre interne sans merci que se livrent Fillon et Copé. La scission est évitée de peu par un modus vivendi bien précaire. De ce champ de ruines, naît *LR*. Eh bien voilà *LR*, une pétaudière. Certes, les questions de personne, les rivalités et cette lutte de place ont une relative autonomie par rapport à l'enjeu véritable. Mais lorsque ces questions de personne se placent d'elles-mêmes au-dessus de l'intérêt commun de ces mêmes personnes et du « parti », elles recourent alors de vraies lignes de fractures.

Dilemmes

Ce cloaque est à la croisée des chemins : ou bien « l'union nationale » avec tout ou partie du *PS*, ou bien, le « rassemblement des droites » avec le *FN*. Lequel *FN* se trouve alors lui-même face à une alternative : ou bien l'orientation vers un parti de type fasciste, ou alors un rassemblement avec un pan entier de *LR*. À ce stade, le *FN* est poussé, indépendamment de la volonté de ses chefs, à devenir un parti institutionnel. Pour ces deux factions droitières, c'est un véritable dilemme.

Bilan provisoire : ***PS* au bord de la liquidation, *LR* au bord de l'explosion, *FN* aseptisé, *Front de gauche* dissous, *PCF* divisé, *PG* sous l'éteignoir. Gouvernement et chef de l'État isolés et**

détestés. Si ce n'est pas une crise finale de régime, comment pourrait-on appeler ce phénomène-là ? Quant à la situation dans son ensemble - combinaison détonante de la crise du régime et de l'appareil policier avec la crise sociale et la colère des masses - si ce n'est pas une situation prérévolutionnaire, comment pourrait-on la caractériser ?

Daniel Petri,
06-07-2016

Modifié le vendredi 08 juillet 2016

Voir aussi dans la catégorie **Chroniques d'une chute de Régime**



« Bonjour Jean-Luc, c'est Arnaud Montebourg »

C'est une campagne présidentielle encore plus nauséabonde que la précédente. Une campagne « à droite toute » dont la mesure est donnée par un nouveau venu, Éric Zemmour, ancien journaliste... »



De l'état d'urgence sanitaire à l'État policier

État d'urgence, confinements, couvre-feu, attestations de sorties, interdictions de rassemblements, la restriction des droits et libertés publiques est l'unique ordonnance que Macron et son... »



2020 : Unité nationale, patriotisme et lutte contre le séparatisme islamiste

Il n'y a rien à attendre des partis politiques et des syndicats français. Depuis le 27 février dernier où, réunis à Matignon, ils ont répondu à l'appel d'union nationale du premier ministre... »



Bloc notes, La Commune n° 123

Macron, président des 5 % des ménages les plus riches Un Français sur 10 perçoit des minima sociaux : revenu de solidarité active (RSA), prime d'activité, allocation spécifique de de... »



Quand ceux d'en bas ne veulent plus et que ceux d'en haut ne peuvent plus

Pour Macron, ce qui se joue aujourd'hui va au-delà de l'avenir, ou pas, de son projet de régime universel de retraite par points. C'est de son autorité politique et de sa capacité à... »



Ce qui se dessine

Où l'on voit les médias bien mangeants se ruer vers « la ruée sur le Nutella », pendant que Macron se baffe avec les 140 plus grands capitalistes planétaires. Où l'on voit la cote de... »